

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/16
10 septembre 2003

(03-4750)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

THAÏLANDE

Déclaration de S.E. M. Adisai Bodharamik
Ministre du commerce

Tout d'abord, je souhaite remercier Son Excellence, M. Luis Derbez Bautista, ainsi que le gouvernement du Mexique, pour leur accueil chaleureux et pour la qualité de l'organisation. J'aimerais également remercier le Président du Conseil général et le Directeur général de l'OMC pour les efforts qu'ils ont déployés pour mettre au point le projet de Déclaration ministérielle.

Nous sommes ici, à Cancún, afin d'ouvrir la voie à de nouvelles négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, en vue de les mener à bien d'ici au 1^{er} janvier 2005, comme convenu à Doha. Il est clair que, cette semaine, la communauté internationale suit de près nos initiatives et les résultats de notre réunion. C'est pourquoi, pour que cette Conférence soit un succès, nous devons absolument renforcer notre coopération et travailler ensemble, en faisant preuve de flexibilité et de compréhension mutuelle.

Pour y parvenir, nous devons d'abord et avant tout nous rendre à cette évidence: les Membres de l'OMC n'ont pas la même conception de l'économie. Alors que les Membres développés sont manifestement plus avancés dans le secteur manufacturier et celui des services, il est clair que le commerce et le développement de la plus grande partie des Membres en développement demeurent largement tributaires du secteur agricole.

C'est pourquoi la Thaïlande, en tant que pays en développement Membre dont la moitié de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, accorde le plus haut degré de priorité aux négociations sur l'agriculture et adhère pleinement aux ambitions élevées énoncées dans la Déclaration de Doha. Nous voulons une réforme importante sur tous les fronts du commerce mondial des produits agricoles.

S'agissant de l'accès aux marchés, les tarifs élevés et les crêtes tarifaires doivent être plafonnés avant l'application de la formule de réduction tarifaire et il faudrait augmenter le volume des contingents tarifaires pour garantir un réel accès aux marchés aux produits agricoles. Il doit également y avoir un engagement en faveur d'une réduction substantielle de l'ensemble du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et il faut aussi fixer une date butoir pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation. À cet égard, la Thaïlande estime que la modalité qui se dégagera de cette Conférence, en ce qui concerne les négociations sur l'agriculture, devrait refléter les intérêts et préoccupations de tous les participants. Elle devrait également être claire et concise afin qu'il n'y ait plus d'ambiguïté possible dans les négociations qui suivront.

Dans le commerce mondial des produits agricoles, un plus grand accès aux marchés donnera au consommateur plus de possibilités de choix et améliorera sa qualité de vie, dans les pays développés tout comme dans les pays en développement. Mais surtout, une réforme substantielle du commerce des produits agricoles contribuera à la création d'un environnement commercial mondial

plus libre et plus équitable, qui aidera à générer des revenus plus élevés pour les pays en développement et leur permettra d'accentuer leurs efforts de lutte contre la pauvreté.

La Thaïlande, par exemple, s'est fixé pour objectif d'éliminer la pauvreté d'ici à 2008, date à partir de laquelle plus personne ne vivra en deçà du seuil de pauvreté. Par conséquent, nous estimons qu'un environnement commercial mondial libre et ouvert est l'élément essentiel à la réalisation de cet objectif et que le commerce des produits agricoles est la condition de l'accroissement du revenu et du développement durable.

Quant aux questions de Singapour aujourd'hui, force est de constater que les Membres ne sont pas tous prêts pour les négociations, du fait de leur diversité. Certains peuvent être prêts dans certains domaines, tels que la facilitation des échanges ou la transparence des marchés publics mais pas dans d'autres, comme l'investissement ou la politique de la concurrence. Cela étant, il faudra probablement plus de temps pour obtenir que tous les Membres participent pleinement et activement à ces négociations. Je pense qu'en établissant des liens entre toutes ces questions, nous compliquons davantage les négociations et nous empêchons d'entreprendre des actions décisives.

Pour faire en sorte que nous atteignions les objectifs que nous nous sommes fixés à Doha, il est essentiel que nous nous assurions que tous les participants ici réunis puissent avoir voix au chapitre et participent aux résultats de nos délibérations. Il me semble difficile de qualifier l'OMC d'Organisation mondiale du commerce si seuls quelques Membres mènent les négociations pendant que les autres restent à l'écart et sont obligés d'accepter les résultats. Nous devons travailler ensemble, afin que le résultat de nos efforts soit l'expression des besoins et des intérêts de tous les Membres, grands et petits, riches et pauvres.

Enfin, je saisis cette occasion pour souhaiter aux royaumes du Cambodge et du Népal la bienvenue à l'OMC. La Thaïlande se réjouit de travailler bientôt en étroite collaboration avec ces deux pays.
